



Répartition du décrochage scolaire et des risques sociaux de décrochage dans le Grand Est

Patrice Caro

► To cite this version:

Patrice Caro. Répartition du décrochage scolaire et des risques sociaux de décrochage dans le Grand Est. Revue trimestrielle de l'association française des acteurs de l'éducation, 2017. halshs-01716523

HAL Id: halshs-01716523

<https://shs.hal.science/halshs-01716523>

Submitted on 23 Feb 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Répartition du décrochage scolaire et des risques sociaux de décrochage dans le Grand Est

Patrice CARO, Professeur à l'Université de Caen, CNRS UMR ESO - Céreq

Résumé :

La répartition des risques sociaux d'échec et de décrochage scolaire dans la nouvelle région du Grand Est, ainsi que celle des décrocheurs à la même échelle, sont tributaires des phénomènes de désindustrialisation, de spécialisation, de métropolisation et de périurbanisation. L'Alsace minimise les risques grâce à son tissu urbain dense piloté par la métropole strasbourgeoise et à son économie diversifiée créatrice d'emploi. De même pour le sillon lorrain de Thionville à Lunéville en passant par la métropole à deux têtes Nancy-Metz. Les vieux bassins industriels du Grand Est, qu'ils soient urbains ou ruraux, cumulent les risques et les décrocheurs.

Introduction

La région Grand Est se compose des académies de Reims, Nancy et Strasbourg. Elle rassemble 5,5 millions d'habitants en 2012 (INSEE). Cette population a augmenté légèrement de 2006 à 2011 (0,2 % par an, pour 0,5 % en France métropolitaine. La densité y est légèrement inférieure à la moyenne nationale (96 h/km² pour 116). Au sein de cet ensemble hétérogène, la densité s'élève à 224 h/km² en Alsace pour seulement 52 en Champagne-Ardenne, comment se répartissent les risques sociaux de décrochage et d'échec scolaire ? Quelle correspondance y a-t'il entre la carte des risques et celle des résidences des décrocheurs ? La mobilisation d'indicateurs économiques et sociaux tirés du recensement de population de 2011 à l'échelle des cantons permet de répondre à ces questions. Ces résultats ont été publiés par la DEPP et le Céreq en 2016 dans l'atlas des risques sociaux d'échec scolaire (Boudesseul G., 2016 et al.) et dans Géographie de l'école 2017 (Monso O., 2017 et al.). Les décrocheurs sont définis comme des jeunes ayant quitté le système scolaire sans diplôme. Le DNB n'est pas un diplôme qualifiant.

1. Une répartition des risques sociaux d'échec scolaire et des décrocheurs inégale en France

Une revue de littérature sur le sujet de l'échec et du décrochage scolaire dans les champs de la sociologie et des sciences de l'éducation conduit à sélectionner 7 indicateurs économiques et sociaux comme autant de "risques" sociaux d'échec et de décrochage. Pour chaque canton-ville¹ de l'INSEE, on collecte les données suivantes :

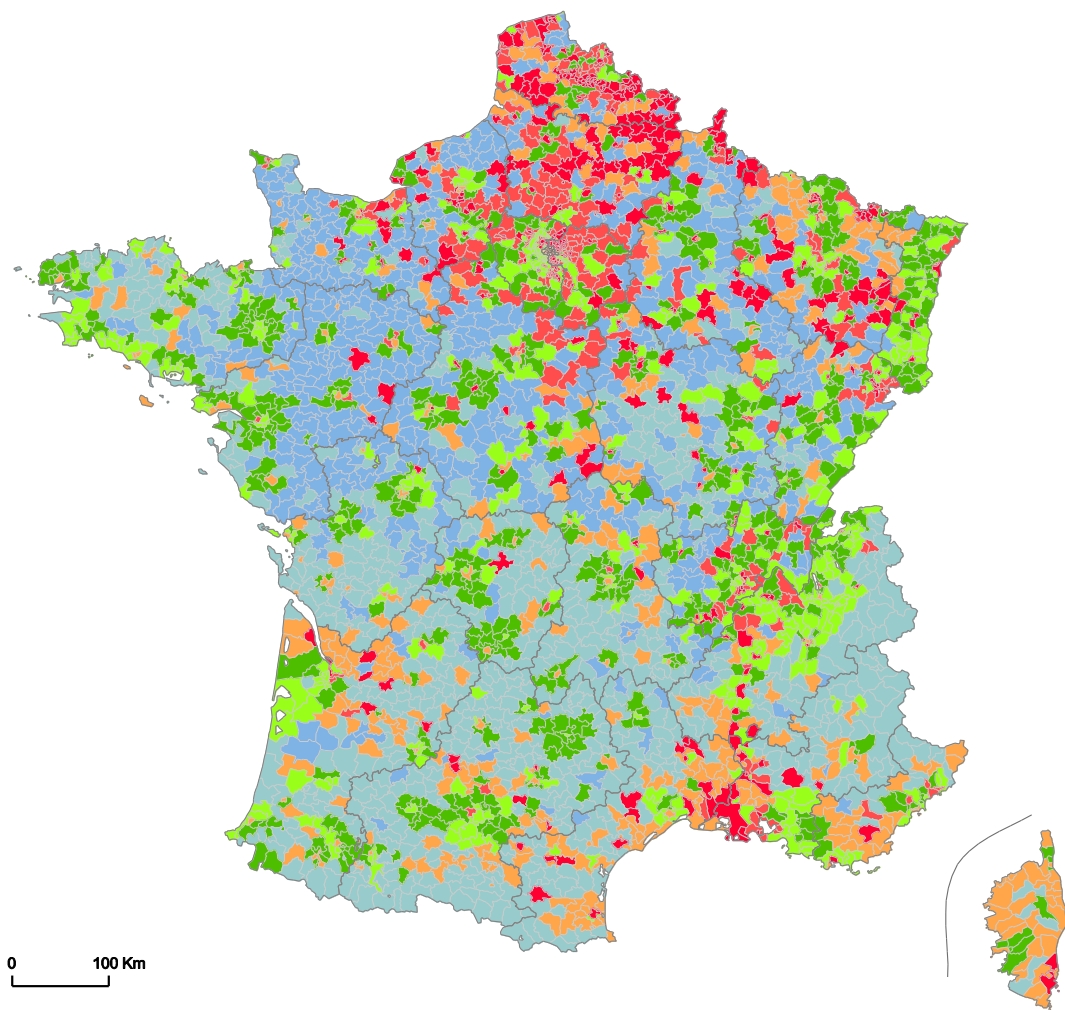
- niveau de revenu (médian)
- taux **chômage** (15-64 ans)
- précarité en emploi (% CDI)

¹ " A la différence du canton, le « Canton-ou-ville » (ou pseudo-canton) est un regroupement d'une ou plusieurs communes entières. Dans les agglomérations urbaines, chaque canton comprend en général une partie de la commune principale et éventuellement une ou plusieurs communes périphériques. Dans ce cas, l'Insee considère la commune principale, entière, comme un pseudo-canton unique et distinct. Pour la ou les communes périphériques, le pseudo-canton considéré est alors identique au vrai canton amputé de la fraction de la commune principale que comprend le vrai canton." source INSEE.

- niveau de diplôme 45-54 ans
- familles monoparentales
- familles nombreuses (≥ 4)
- conditions de logement (logement social)

Les professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) ne sont pas prises en compte dans l'analyse. D. Goux a montré que les revenus des parents d'élèves sont plus déterminants que la profession (Goux D., 2000). La répartition des risques sociaux d'échec et de décrochage se décline en France métropolitaine en 7 types de cantons dont le plus inquiétant est celui du cumul des inégalités (rouge sur la carte 1). La France des grandes périphéries (Hauts de France et régions méditerranéennes) se distingue par un ancrage des risques plus prononcé. Elle correspond aux pôles « historiques » du chômage que sont les régions du Nord en cours de désindustrialisation, et celles du sud-est où l'afflux de nouveaux habitants demandeurs d'emploi ne peut être absorbé par le marché du travail. A l'inverse, les couronnes périurbaines (vertes sur la carte 1), concentrent des habitants en situation plus favorable (sécurité économique et garantie de l'emploi). Les zones de résidence des travailleurs frontaliers (Genevois Français, zones de Saint-Louis en Alsace et de Thionville en Lorraine, ou encore du Haut-Doubs en Franche-Comté) présentent un profil social semblable.

Carte 1

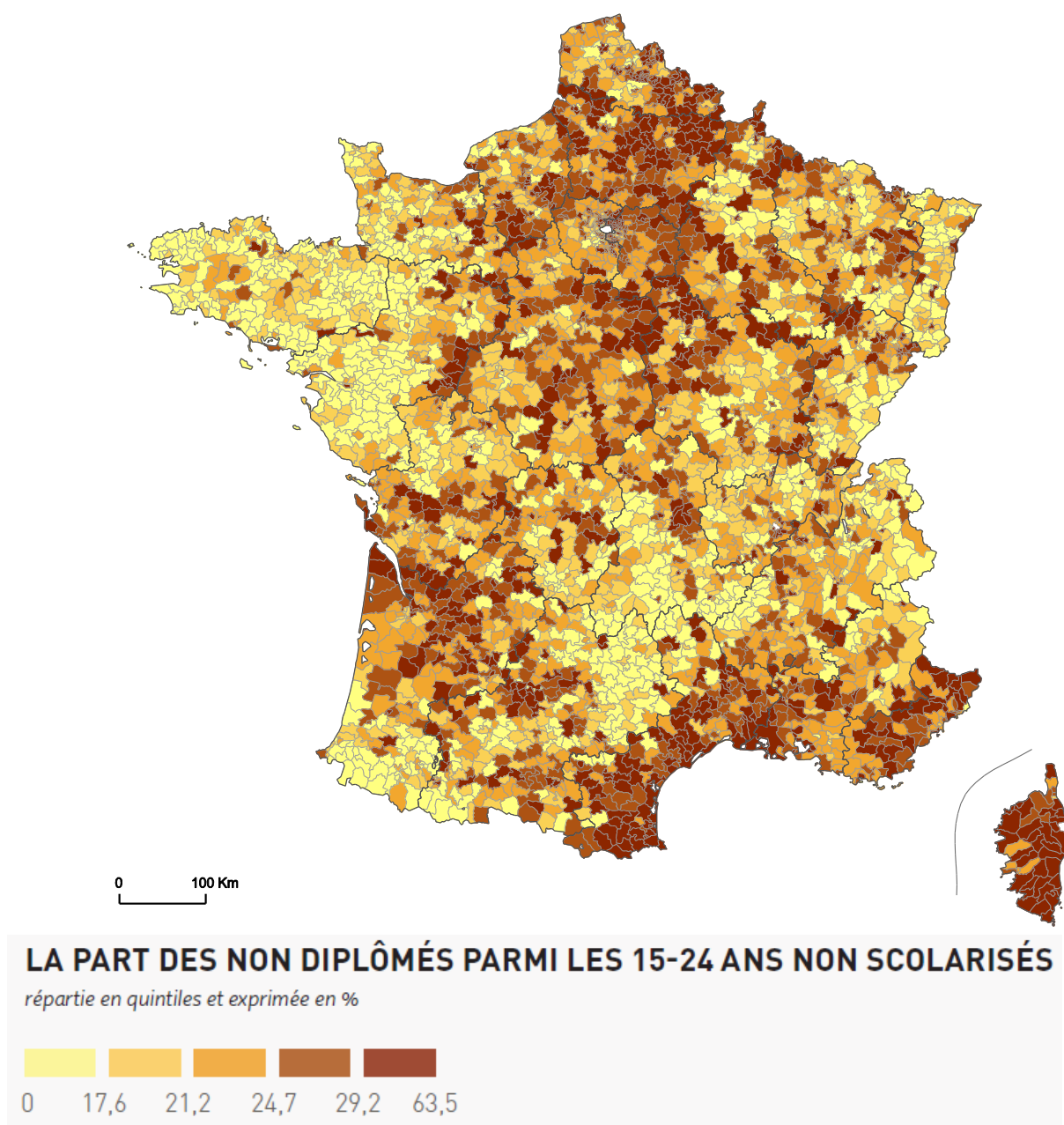


LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
	Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
	Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
	Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
	Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
	Sécurité économique et soutien culturel
	Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

La France rurale plus ou moins densément peuplée s'agrége autour des types « qualification industrielle traditionnelle et milieu rural isolé » du fait de la faiblesse des indicateurs de niveau de diplôme, de statut d'emploi et de revenus. La confrontation de cette carte des risques et de décrochage ne correspond pas nettement à celle de la répartition des décrocheurs, au plan national comme en en grand Est (cf. carte 2). Cependant, un lien existe entre risques maximum (cumul) et décrochage (Longwy, St Dié, Forbach...), puisque beaucoup de cantons relevant du type « cumul de risques » figurent parmi ceux qui concentrent les plus forts taux de décrocheurs (part des 15-24 ans sans diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés, source recensement de population 2011 INSEE). L'Alsace est à part, favorisée, elle ne compte que quelques cantons en difficultés, alors que Champagne-Ardenne est plus en difficulté, comme tous les vieux bassins industriels urbains ou ruraux.

Carte 2



La répartition du risque social d'échec et de décrochage, ainsi que celle des accumulations de décrocheurs à l'échelle des cantons recoupe celle des zones d'emploi ayant perdu le plus d'emploi entre 2008 et 2012 (Encadré 1).

HAUSSE DU CHÔMAGE

Comment la crise frappe les territoires français

Entre 2008 et 2012, 300 000 emplois ont disparu. Les bassins d'emploi du nord-est sont les plus touchés

Comment la crise a-t-elle touché la France ? Cinq ans après la chute de Lehman Brothers, Le Monde revient sur l'impact du ralentissement économique sur l'emploi par bassin d'emploi. Entre Nemours (Seine-et-Marne), qui a perdu en quatre ans plus de 14 % de ses emplois, et Sartène-Propriano (Corse-du-Sud), qui en a gagné près de 20 %, les Français ont de fait vécu très différemment ces années de crise selon l'endroit où ils habitent. Les chiffres compilés par les organismes de recouvrement des cotisations (Urssaf) permettent de voir exactement l'impact du ralentissement territoire par territoire.

Les données des Urssaf montrent ainsi que le quart nord-est de la France a nettement plus perdu d'emplois que l'arc qui va de la Bretagne aux Alpes. Alors que les régions fortement industrielles du Nord-Pas-de-Calais, de la Picardie, de la Lorraine ou de Champagne-Ardenne font figure de grandes perdantes, des zones entières de la façade atlantique et méditerranéenne ont de leur côté continué à créer des emplois. Néanmoins, le chômage a pu y augmenter, puisque les créations d'emplois peuvent ne pas suffire à compenser la hausse de la population active dans ces zones où la démographie reste très dynamique en raison des flux migratoires.

Les métropoles de l'Ouest ont particulièrement continué à créer des emplois avec une hausse de près de 5 % à Toulouse, 3,4 % à Nantes ou 3,2 % à Bordeaux. Les grandes villes affichent globalement des résultats plutôt positifs, même si les créations ont été moins fortes à Lyon, Lille ou Marseille.

La Corse compte les six zones aux progressions les plus fortes, même si le taux de chômage y reste élevé. Parallèlement, des bassins d'emploi très dynamiques, comme Vitry (Ile-et-Vilaire) - 5,9 % de chômage fin 2012 -, ont continué à créer de nombreux emplois. Dans

Une timide reprise a été stoppée net en 2012

Entre 2008 et 2012, la France a perdu environ 300 000 postes.

une très mauvaise situation avec près de 12 % de chômeurs et plus de 10 % d'emplois détruits en quatre ans, Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) fait figure d'exception dans une zone géographique relativement préservée qui recoupe l'ouest et le sud-ouest de la France.

Mais les créations d'emplois n'empêchent pas forcément l'explosion du chômage. Le Languedoc-Roussillon, touché par un chômage endémique (14,5 %), compte de nombreuses zones qui ont moins détruit d'emplois que le reste de la France et qui en ont parfois même créé, à l'image d'Arles, Perpignan, Narbonne, Béziers ou Sète.

Grande perdante

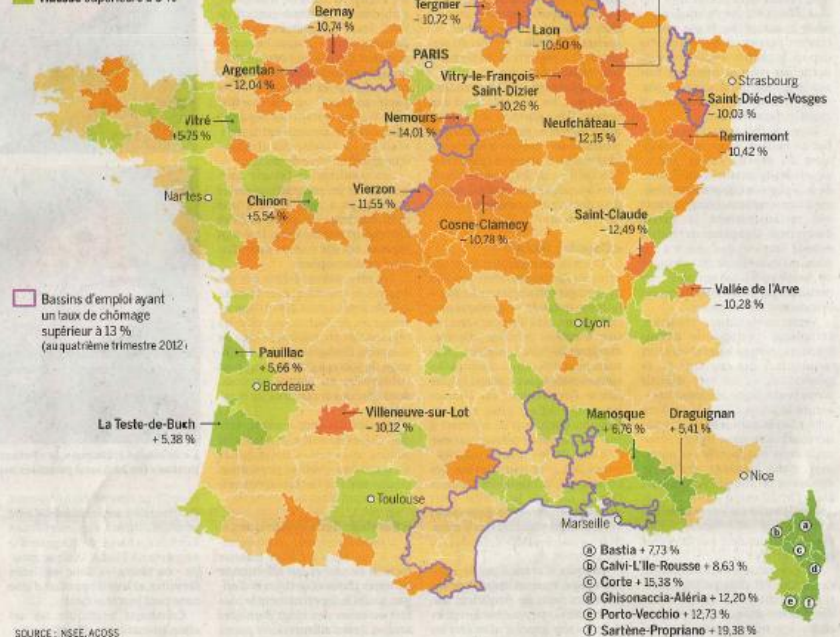
Si la moitié des zones ont perdu plus de 3,2 % d'emplois, seize d'entre elles ont particulièrement souffert de la crise avec des pertes supérieures à 10 % en quatre ans. Les zones qui affichent les plus fortes baisses ne figurent pas forcément dans celles au chômage le plus élevé. Nemours et Saint-Dizier affichent les deux plus grosses pertes d'emplois (respectivement -14 % et -12,6 %), alors qu'elles ont l'un des taux de chômage les plus faibles de France. D'autres zones qui affichent aussi des taux de chômage très faibles, autour de 6 % fin 2012, ont davantage souffert que la moyenne, comme Rambouillet (-9,4 % d'emplois), Molsheim (-4,7 %), Versailles (-4,2 %).

De fait, les zones qui ont perdu le plus d'emplois sont surtout celles où l'industrie joue un rôle important, comme la vallée de l'Arve dans la région de Chamonix (Haute-Savoie). Longwy et Remiremont en Lorraine. La petite zone d'emploi fortement industrielle de Tergnier (Aisne) affiche un des plus mauvais résultats, avec 16,2 % de chômage en 2012 et 10,75 % d'emplois détruits en quatre ans. Calais (Pas-de-Calais) est également dans une situation extrêmement difficile, avec 9,6 % d'emplois perdus en quatre ans et un taux de chômage qui culmine à 17,8 % fin 2012.

Sur les vingt zones d'emploi au taux de chômage le plus élevé fin 2012, douze ont détruit plus d'emplois que la moyenne en quatre ans. Des zones entières du Nord-

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOIS PAR BASSIN D'EMPLOI entre 2008 et 2012

- Baisse supérieure à 10 %
- Baisse comprise entre 5 et 10 %
- Baisse comprise entre 0 et 5 %
- Hausse comprise entre 0 et 5 %
- Hausse supérieure à 5 %



SOURCE : NSEE, ACSO

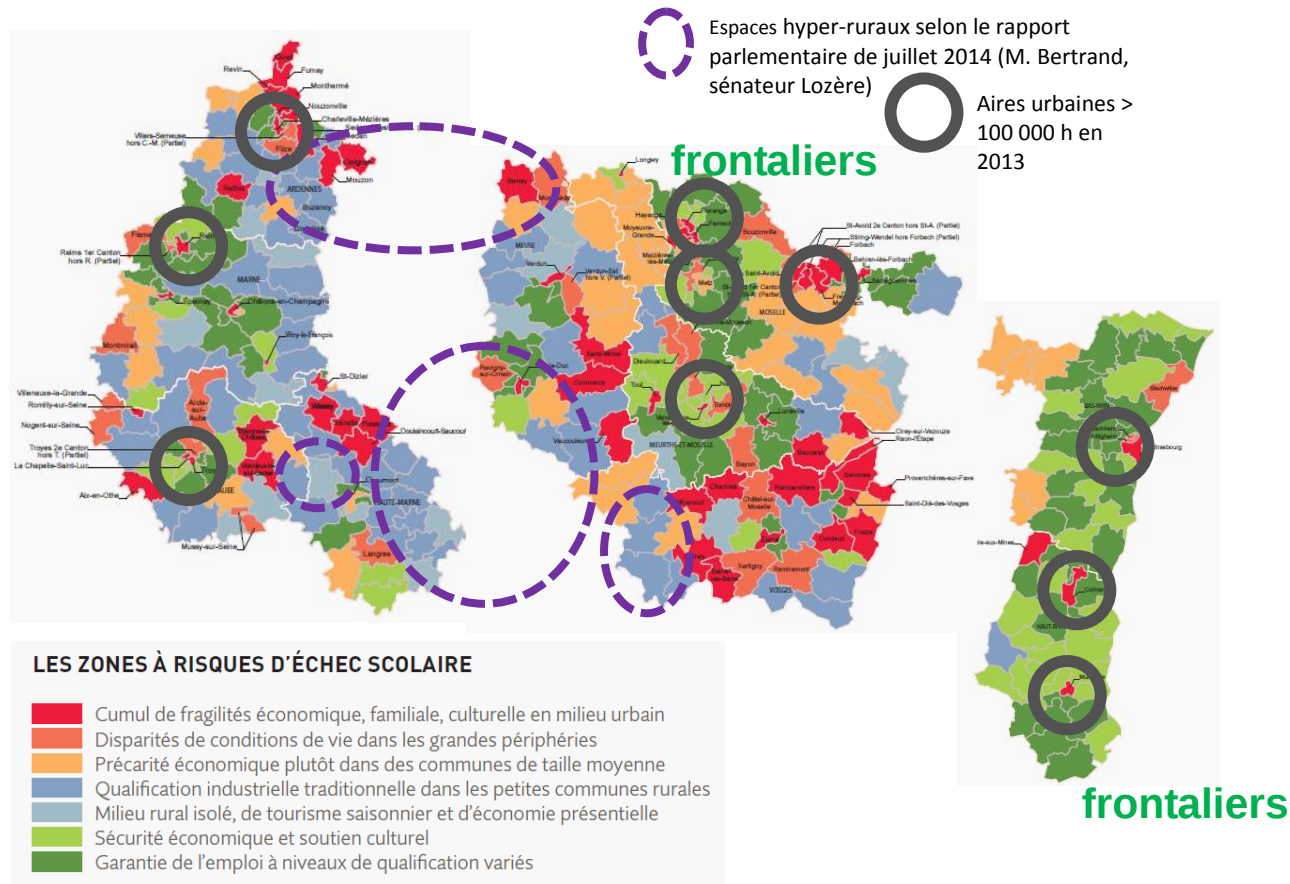
A Saint-Dizier, la double peine des destructions d'emplois industriels et du manque de travailleurs qualifiés

Pour porter la focale sur la région Grand Est et identifier ses spécificités, il est nécessaire de rapprocher la carte cantonale des risques et celle de la répartition des décrocheurs aux mêmes dates.

2. Une répartition des risques sociaux d'échec scolaire et des décrocheurs toute aussi inégale au sein du Grand Est

Les académies de la grande région Est présentent des profils très différents en matière de risques et de décrochage. Strasbourg fait figure d'académie la plus favorisée, y compris au plan de la France entière, alors que Nancy et surtout Reims sont plus en difficultés économiques, sociales et scolaires (cf. carte 3). La répartition des risques s'explique par la désindustrialisation et la métropolisation. Tandis que la première paupérise les vieux bassins industriels comme Forbach ou les Vosges, la seconde agrège les ménages à fort revenus et à fort niveau de diplôme dans des couronnes périurbaines étalées sur un rayon de 30 à 40 km autour du centre de l'aire urbaine énorme pourvoyeur d'emploi.

Carte 3

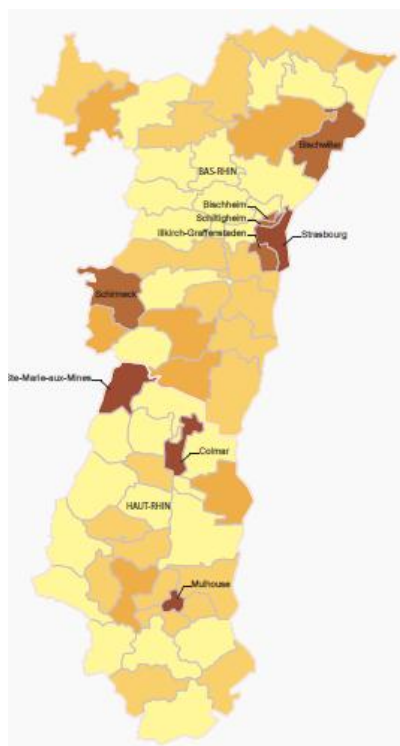


Les aires urbaines de plus de 100 000 habitants incarnent la métropolisation. Elles concentrent en leur coeur des quartiers prioritaires paupérisés et des banlieues pavillonnaires plus aisées en périphérie. Le Grand Est se caractérise aussi par une hyper-ruralité (très faible densité de population et éloignement maximum des services publics de base) où les habitants ne sont pas ou faiblement diplômés.

Académie de Strasbourg : deux-tiers des habitants relèvent des types les plus favorables

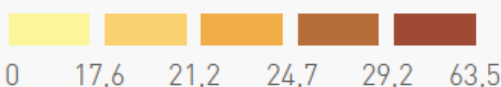
Les quatre cantons urbains du type "cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain" (Strasbourg, Mulhouse, Colmar et Sainte-Marie-aux-Mînes), partagent des revenus faibles (2011, cf. carte 3). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans s'élève à 13,1 % pour 8,9 % en moyenne. Mulhouse se distingue avec un taux de presque 17 %. La part des emplois en CDI au sein du groupe se situe sous la moyenne. À l'inverse, la proportion de familles monoparentales et de familles nombreuses est supérieure. La part des ménages vivant en habitat social est plus éloignée encore de la moyenne nationale. La part des non diplômés chez les 45-54 ans est elle aussi plus élevée (32 % pour 28,2 %). Le phénomène atteint son maximum à Mulhouse. De même, la part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est supérieure à la moyenne (cf. carte 4). Elle culmine à Mulhouse avec 40,6 %. Il y a correspondance ici entre un profil très à risque et de fortes proportions de décrocheurs.

Carte 4



LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMIS LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS

répartie en quintiles et exprimée en %



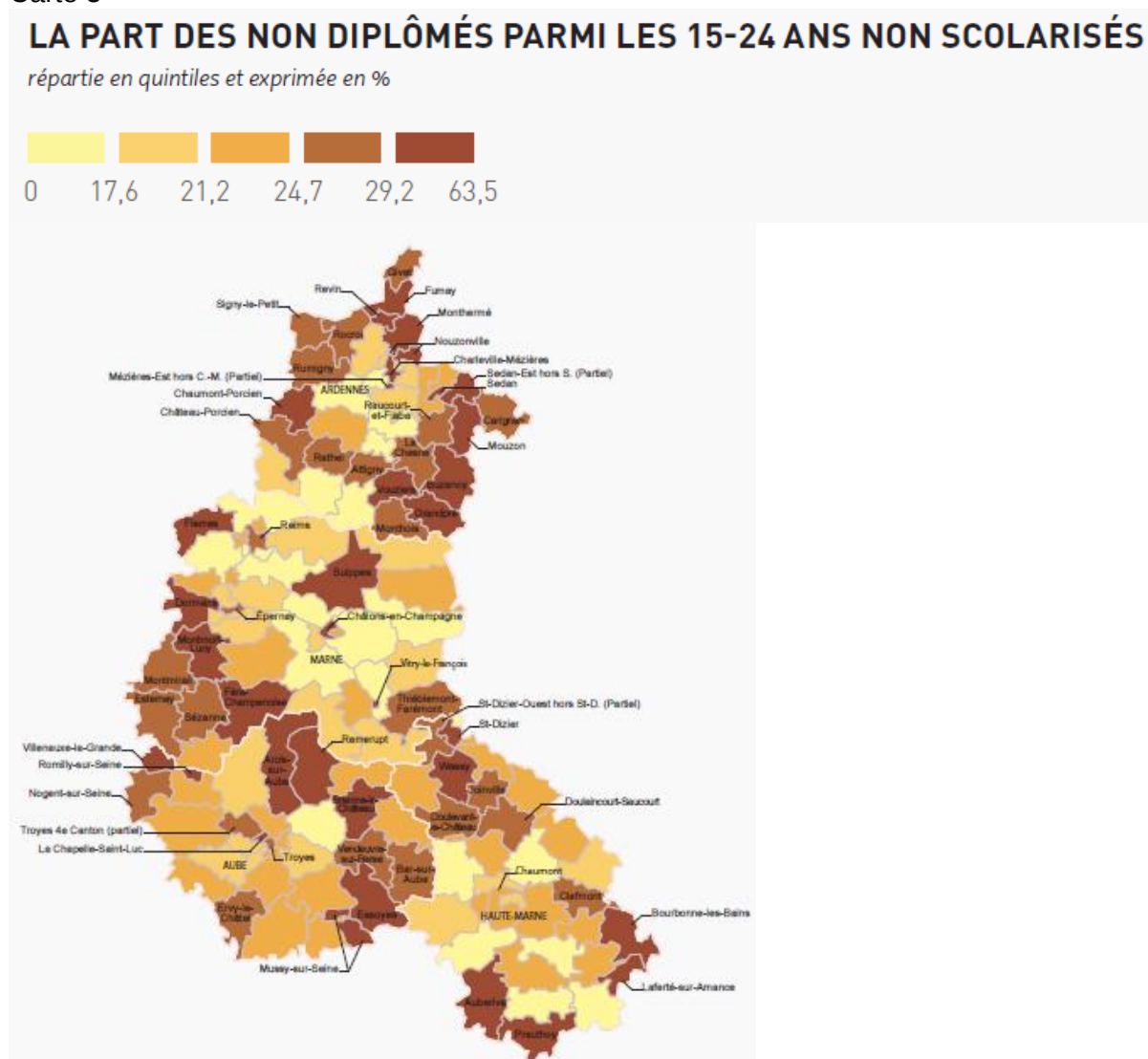
Le type "disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries" ne concerne que Bischwiller, Bischheim et Schiltigheim. Ces cantons périurbains de Strasbourg (560 habitants/km²) se distinguent par un revenu proche de la moyenne et des taux élevés de familles monoparentales et de ménages vivant en habitat social, sauf pour Bischheim. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est plus élevée que la moyenne. Les cinq cantons ruraux du type "précarité économique dans les petites et moyennes communes" (65 habitants/km²), sont tous localisés à l'ouest du Bas-Rhin. Saales, Schirmeck, Drulingen, Sarre-Union ou La Petite-Pierre se situent dans le massif des Vosges, à la frontière avec la Moselle et les Vosges. Le canton rural de Saint-Amarin (77 habitants/km²) appartient au type "qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes". Comme les cantons du groupe précédent, il se localise dans le massif des Vosges à la frontière avec le département du même nom. Cette académie ne possède pas de canton relevant du type "milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle". Les 22 cantons du type "sécurité économique et de soutien culturel" (34 % de la population) sont urbains et périurbains (215 habitants/km²). Ils abritent de petits pôles urbains comme Saverne, Sélestat, Haguenau, Thann ou Munster. Ils correspondent à des zones favorisées au sein des couronnes périurbaines de Strasbourg (Illkirch-Graffenstaden, Molsheim) et de Mulhouse (Illzach, Wittenheim, Ensisheim, etc.). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés n'est ici que de 20,7 %. Comme dans le cas du type suivant, il s'agit de zones résidentielles à fort taux de ménages actifs et retraités très bien dotés en revenus et en diplômes. Le type "garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés" agrège 29 cantons périurbains (32 % de la population) des couronnes résidentielles des deux plus grandes aires urbaines de l'académie. Pour Strasbourg, il s'agit de Barr, Brumath, Erstein, Rosheim ou Truchtersheim. Altkirch, Dannemarie, Wintzenheim

ou Mulhouse-Sud- hors Mulhouse dans le cas de Mulhouse. Le revenu est ici maximum. La part des emplois en CDI est une des plus élevée de France. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est inférieure de 9 points à la moyenne.

Académie de Reims : 43 % de la population dans les cantons « cumulant les fragilités »

Les 27 cantons du type "cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain" présentent un profil démographique hétérogène. Cet ensemble agrège des cantons constituant les centres de grandes aires urbaines (Reims, Troyes, Châlons-en-Champagne), avec des cantons urbains polarisés par de petites villes industrielles comme Saint-Dizier, Vitry-le-François, Sedan, Epernay ou Charleville-Mézières (de 500 à 2 000 habitants/km²), et des cantons ruraux à la densité inférieure à 40 habitants/km² (Mouzon, Doulaincourt-Saucourt, Poissons ou Wassy). Tous incarnent la vieille France industrielle manufacturière du Nord-Est en cours de désindustrialisation (textile, travail des métaux, mécanique, plastique, sous traitance automobile, etc.). Le recul de l'emploi industriel a été sévère avec une perte de 10 à 15 % entre 2008 et 2012 dans certaines zones. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est supérieure à la moyenne.

Carte 5

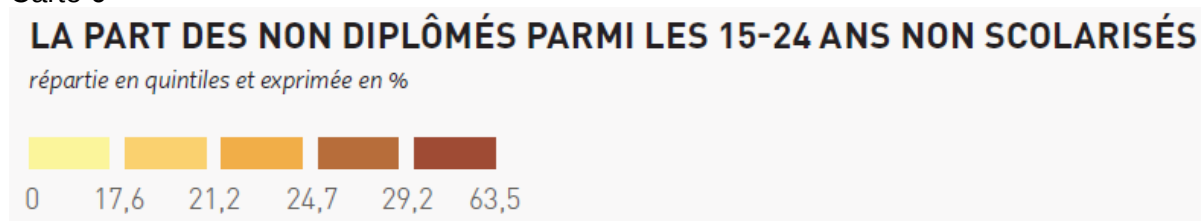


Le type "disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries" rassemble 11 cantons peu peuplés, dont certains correspondent aux couronnes périurbaines de Charleville-Mézières (Flize, Villers-Semeuse hors Charleville-Mézières), de Troyes (Troyes 2ème) et de Reims (Fismes, Reims 1^{er}). Les autres cantons se situent aux marges de leur département, sous faible influence urbaine, comme Montmirail (27 habitants/km2), Villenauxe-la-Grande (57 habitants/km2), ou Nogent-sur-Seine (56 habitants/km2). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est supérieure à la moyenne, mais de peu. Le type "précarité économique dans les petites et moyennes communes" regroupe 13 cantons plus ruraux que le groupe précédent (39 habitants/km2). Seuls Chaumont, canton abritant la petite préfecture de la Haute-Marne, et Châlons-en-Champagne 4^{ème} présentent un profil plus urbain. Le type "qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes" est le mieux représenté avec 43 cantons ruraux (22 habitants/km2) pour 17 % de la population de l'académie. Dans une vingtaine de cantons la part des emplois industriels dépasse 20 %. Val-de-Meuse (32,2 %) et Nogent, fief de la coutellerie dans l'Est (33,1 %), se démarquent. Ce groupe compte aussi d'autres cantons très agricoles. La part des emplois de ce secteur dépasse 20 % à Laferté-sur-Amance par exemple, en recul de 7,9 % pour le nombre de ses habitants entre 2006 et 2011. La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est proche de la moyenne. Le "milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle" regroupe 7 cantons ruraux, tous peuplés de moins de 8 000 habitants (15 habitants/km2). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est inférieure à la moyenne. Les types "sécurité économique et de soutien culturel" et "garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés" correspondent aux secteurs résidentiels aisés des couronnes périurbaines des grands pôles comme Troyes, Reims ou Châlons-en-Champagne.

Académie de Nancy : De petites et moyennes villes cumulant toutes les fragilités

Le type "cumul des fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain" rassemble 33 cantons (21 % de la population). L'ensemble est hétérogène mais à dominante urbaine (petites et moyennes villes d'Epinal, Saint-Dié-des-Vosges, Forbach, Bar-le-Duc, Verdun, Lunéville, Toul, Longwy), associant des cantons urbains à très forte densité de population (3 240 habitants/km2 à Vandoeuvre-lès-Nancy, 2 690 habitants/km2 à Longwy, 1 218 habitants/km2 à Lunéville), et d'autres très ruraux (Stenay -30 habitants/km2-, Vaucouleurs -24 habitants/km2-, Darney -23 habitants/km2-). Tous partagent un profil économique et social défavorisé à cause des conséquences de la désindustrialisation (sidérurgie et textile en difficulté, solde migratoire négatif), et d'une reconversion industrielle toujours en cours. C'est dans ces cantons que le recul de l'emploi salarié industriel a été le plus sévère de 2008 à 2012 en France (souvent moins 10 à moins 15 %). La part des emplois industriels dépasse 20 % dans 17 cantons. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est plus élevée que la moyenne.

Carte 6



Metz. Les vieux fiefs industriels du Grand Est, qu'ils soient urbains ou ruraux, cumulent les risques et les décrocheurs.

Bibliographie

CARROUE Laurent, *La France des 13 régions*, A. Colin, 2017.

INSEE, *La France et ses territoires*, Collection INSEE Références Edition 2015, INSEE, 2015

BOUDESSEUL Gérard, CARO Patrice, GRELET Yvette, MINASSIAN Laure, METAYER Cécile, MONSO Olivier et VIVENT Céline, *Les disparités territoriales de risques sociaux d'échec scolaire. Géographie de l'école* n°12, Ministère de l'Education nationale DEPP, 2017.

BOUDESSEUL Gérard, CARO Patrice, GRELET Yvette et VIVENT Céline, *Atlas académique des risques sociaux d'échec scolaire : l'exemple du décrochage*. Ministère de l'Education nationale - Céreq, 2014

BOUDESSEUL Gérard, CARO Patrice, GRELET Yvette, MINASSIAN Laure, MONSO Olivier et VIVENT Céline, *Atlas académique des risques sociaux d'échec scolaire : l'exemple du décrochage. France métropolitaine et DOM*. Ministère de l'Education nationale - Céreq, 2016.

GOUX Dominique et MAURIN Eric, *La persistance du lien entre pauvreté et échec scolaire. France portrait social 2000-2001*, INSEE. 2000.